

Il règne beaucoup de confusion quant à la politique. Le député de Duvernay (M. Kierans) a déclaré à juste titre cet après-midi que, peu importe les capitaux dont le Canada a besoin, nous les attirons de la mauvaise manière; nous n'avons apporté aucune restriction à l'arrivée de capitalisations, tandis que, d'autre part, nous décourageons les provinces et d'autres institutions de faire des emprunts aux États-Unis.

Monsieur l'Orateur, si l'entrée de capitaux s'impose au Canada, les emprunts sont le meilleur moyen de l'assurer tout en retenant un certain contrôle de notre économie. A vrai dire, c'est la ligne de conduite qu'avaient prise les États-Unis au début lorsque ce pays comptait sur les capitaux de la Grande-Bretagne. Le gouvernement est aux prises avec des priorités contradictoires. Il encourage les investissements par toutes sortes de stimulants, bien que l'on sache qu'il y a pénurie de capitaux dans certaines régions canadiennes. D'autre part, il n'a rien fait pour réaliser une meilleure utilisation de la main-d'œuvre au Canada en veillant à ce que les Canadiens trouvent du travail de façon à subvenir à leurs propres besoins. Somme toute, il y a, à l'heure actuelle, plus d'un demi-million de chômeurs. La politique budgétaire actuelle semble suivre la maxime: «Ce qui est bon pour les sociétés est bon pour le Canada». C'est, me semble-t-il, la façon dont le ministre des Finances (M. Turner) aborde le problème.

Dans les débats comme celui-ci, si nous voulons être à la hauteur de nos responsabilités à l'égard de nos commettants, nous devons nous rendre pleinement compte qu'il s'agit d'une affaire qui engage l'avenir de notre pays—que l'avenir du Canada est en jeu, et que les décisions que nous prenons maintenant vont affecter la réalité et le caractère canadiens de l'avenir, si le Canada a, en fait, un avenir. Bon nombre d'entre nous sommes intéressés à assurer le développement d'une société saine qui reflète notre inquiétude à l'endroit des moins fortunés. Il est temps que le gouvernement change d'orientation et abandonne sa présente ligne de conduite, qui est catastrophique.

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, la Chambre semble prête à clore le débat, et par conséquent, je ne prolongerai pas indûment mes remarques. Contrairement à tout espoir, la politique du gouvernement telle qu'elle est réflétée dans le bill à l'étude ressemble à sa politique agricole. Il s'agit d'une mesure bouche-trou, étroite, à courte vue et déficiente, en ce qu'elle ne prévoit aucune planification à long terme. Elle n'a rien d'un plan économique complet d'expansion et ne propose aucun moyen d'augmenter et de maintenir le contrôle de nos ressources, de nos industries, etc. De fait, on court vite pour ne pas reculer.

• (2120)

On a déjà beaucoup parlé du bill, et je ne voudrais pas répéter ce qu'on a déjà dit. D'un autre côté, j'aimerais bien remuer quelques idées sur ce que nous pourrions faire au sujet de la propriété étrangère. Il me semble que le gouvernement actuel manque de nouvelles idées dans le domaine des affaires, et qu'il ne prévoit pas assez loin pour faire face aux problèmes de l'avenir. Y a-t-il de meilleur exemple que l'expédition des céréales vers la côte ouest? Tout le monde sait que le commerce avec les pays d'Asie s'est amélioré, et que nous avons maintenant vendu plus de céréales et d'autres produits à cette région du monde que nos chemins de fer ne peuvent en transporter. Quelle piètre administration! J'admets que le fait pour le gouvernement d'acheter des wagons vaut mieux que de

ne rien faire du tout, mais à mon avis c'est un expédient, une solution de fortune, qui est caractéristique de ce qui se passe trop souvent au Canada. Que de fois on a eu à le déplorer!

Donc, pourquoi un bill de ce genre, dans lequel on s'efforce de résoudre le problème de la propriété étrangère, nous étonnerait-il? Bien des gens ont proposé des améliorations dans l'expédition des céréales, et en tant qu'agriculteur, j'en ai moi-même proposé plusieurs au fil des années. Mais le gouvernement n'a toujours pas produit de programme à long terme. Il est grand temps que le gouvernement fasse des projets de longue haleine pour stimuler l'entreprise canadienne.

J'aimerais mentionner une de mes idées. J'estime que lorsque nous utilisons l'argent des contribuables pour acheter des actions dans une société, ou que nous accordons à une entreprise une subvention du MEER pour qu'elle se livre à des travaux de recherche qui lui profiteront, que l'entreprise soit d'appartenance étrangère ou qu'elle soit canadienne, les contribuables devraient toucher quelque chose en retour pour leur investissement, pour l'usage qui est fait de leur argent. Sinon, pourquoi dépenser cet argent? Il me semble que nous devrions avoir une attitude du genre Panarctic, en quelque sorte. Si l'on donne de l'argent à une société pétrolière pour lui permettre de faire de la prospection dans l'Arctique, une partie du pétrole qu'elle y découvre devrait appartenir à la population.

Je suis également d'avis qu'il faudrait songer à encourager l'expansion des entreprises canadiennes. Je constate la présence parmi nous du ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie (M. Gillespie), auquel j'aimerais redire qu'il serait grand temps que le gouvernement s'occupe d'élaborer une stratégie industrielle se rapportant aux articles de haute qualité que produit le Canada. Une telle stratégie viendrait en aide aux entreprises canadiennes, et c'est ce qui nous intéresse le plus. On parle beaucoup du capital étranger et de la propriété étrangère comme étant nécessairement néfastes, mais le projet de loi à l'étude fait simplement en sorte que les gros poissons avaleront les petits, pourvu que le cabinet y consente, ce qui est plutôt une attitude négative. Si le gouvernement s'intéressait aux entreprises canadiennes, celles-ci seraient en bien meilleure posture pour se défendre.

Je voudrais faire part d'une autre idée. Supposons qu'une mine de plomb et de zinc, dont on trouve plusieurs au Canada, ait besoin d'une aide technique étrangère et de capitaux étrangers pour s'agrandir. Nous devrions dire aux investisseurs: «Si vous vous associez à nous, nous vous repayerons en plomb et en zinc; lorsque vous serez désintéressés, la part restante de propriété nous reviendra». Examinons un moment cette idée. Je dis en fait que nous ne faisons pas une très bonne affaire avec des pays comme le Japon, la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou les États-Unis. Ces pays, qui possèdent la technique et un excédent de capitaux, ont également besoin de matières premières. Je veux dire que nous pourrions conclure des accords plus avantageux pour nous. Nous ne sommes pas des commerçants aussi avisés qu'il le faudrait.

Je voudrais également dire que si on autorise à ces sociétés l'accès à nos matières premières, il faudrait également conclure des accords plus avantageux visant la commercialisation de nos produits finis concurrents. On a proposé que ce soit donnant, donnant. Si certains pays veulent obtenir quelque chose de nous, il faudrait leur vendre quelque autre chose en retour. Il me semble que le gouvernement a conclu des accords peu avantageux. En